



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Incendie de Notre-Dame : un crime contre la culture universelle !

Déclaration de Maurice Cukierman,

Secrétaire Général du Parti Communiste Révolutionnaire de France

Notre-Dame de Paris ravagée par les flammes, dans une atmosphère dantesque : nous communistes, athées matérialistes, nous sommes concernés.

Ce monument est devenu emblématique de Paris, le témoignage de huit siècles d'histoire de la région. À un moment où l'on découvre l'histoire des masses populaires, elles qui font l'histoire justement, et sans l'opposer à l'histoire politique et sociale, mais au contraire pour lui donner sa dimension réelle, cet incendie nous remet en mémoire les milliers de paysans qui au cours des siècles ont payé, dîmes, cens, droits féodaux divers au Clergé ; les artisans des Corporations qui offraient les vitraux, les autels ; les bûcherons et charpentiers qui ont réalisé ce travail extraordinaire que constituait la charpente, aujourd'hui réduite en cendres ; les maçons, les tailleurs de pierre, les carriers qui tout au long de ces huit siècles ont construit, entretenu, restauré ce monument majeur de l'art gothique français, les sculpteurs qui jusqu'au XIX^{ème} siècle ont enrichi le décor, comme les peintres et leurs ateliers ; les fondeurs de bronzes, comme les facteurs d'orgues. Et bien sûr, on ne saurait oublier le rôle de Victor Hugo et de son immortel chef-d'œuvre, Victor Hugo qui se dressa contre le cléricalisme lors de la discussion sur la loi Falloux.

Mais c'est aussi le témoignage de ce grand élan qui va voir l'Europe occidentale se couvrir de monuments construits selon une esthétique et des techniques nouvelles, qui vont de pair avec les défrichements et qui, tout dévoyé qu'il soit par le contenu religieux au service de la féodalité, n'en témoigne pas moins de l'optimisme social des masses populaires, de leur capacité à envisager un monde sans exploitation ni misère, fût-il illusoire, car tourné vers l'au-delà, dans les fumées de l'opium des peuples, la religion.

Toujours est-il que les monuments architecturaux de l'importance de Notre-Dame, les châteaux, les œuvres d'art appartiennent au peuple, à l'humanité. Il faut saluer d'ailleurs la bourgeoisie française qui, à l'époque où, déjà réactionnaire, elle conservait des oripeaux progressistes hérités des Lumières, elle a adopté la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État et la sécularisation des bâtiments religieux, en reconnaissant ainsi leur caractère social. Pour autant, il est évident que pour nous, tout n'est pas équivalent : c'est ainsi qu'on ne saurait traiter des bâtiments comme les églises romanes, gothiques, renaissance, classiques et baroques, sur le même plan que "le Sacré Cœur" et la chapelle expiatoire, bâtiments de la vague de "bondieuseries" contre-révolutionnaires, qui va du Second Empire à l'Affaire Dreyfus.

... / ...



web



Parti Communiste Révolutionnaire de France

pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov BP40084

75 862 PARIS CEDEX 18



unionjc.fr

Il est important de rappeler cet arrière-plan au moment où, réactionnaire sur toute la ligne, le président Macron veut remettre en cause la loi de 1905, multiplie les manquements, comme ses ministres, à la loi sur la séparation et aggrave, avec la loi Blanquer sur l'obligation scolaire à 3 ans, les financements aux écoles religieuses!

Mais pour protéger le patrimoine, même quand il s'agit d'églises aussi prestigieuses que Notre-Dame de Paris, il n'y a pas d'argent ! Il est moins coûteux de se lamenter sur les catholiques, la semaine de Pâques, ou sur les "reliques" perdues qui étaient contenues dans le coq de la flèche !

Ce dramatique événement a révélé, s'il en était besoin, le degré d'inculture des journalistes et des responsables politiques.

Non, Notre-Dame n'est pas « *la plus belle cathédrale du monde* » (Donald Trump), et ce n'est pas le sujet, pas plus que « *le symbole de la France* » (les journalistes, les ministres et Macron). Notre-Dame est un témoignage du mouvement gothique, mais largement restauré (on dit que pas une pierre ne date du XII^{ème} siècle, tant le calcaire parisien est fragile). N'importe quel spécialiste vous dira que Chartres, Amiens, Bourges, Sens, Laon, Reims ... sont nettement plus intéressantes que Notre-Dame, construite sous l'autorité de l'archevêque de Sens, celui-ci ayant eu, jusqu'au XVII^{ème} siècle, la suzeraineté sur le diocèse de Paris.

Parmi les contre-vérités signalons celles qui proclament que la cathédrale a échappé aux deux guerres mondiales et aux révolutions, comme s'il s'était agi de quelque chose d'exceptionnel, pour ne pas dire de "miraculeux". Pour la première guerre, Paris n'ayant pas été pris d'assaut, la cathédrale n'avait aucune raison d'être détruite, contrairement à celle de Reims. Amiens ne l'a pas été. Pour la seconde guerre mondiale, il faut rappeler que ce qui a sauvé la capitale, et donc Notre-Dame, c'est le soulèvement de Paris en 1944 à l'appel des communistes, car les hitlériens étaient décidés à les détruire.

Mais alors pourquoi ce florilège de lieux communs et de surenchères, de contre-vérités, alors que tout le monde est d'accord pour dire que c'est un événement dramati-

que pour la culture, ce qui est vrai ?

Parce que la bourgeoisie française, une fois de plus, tente une **opération "Union Sacrée"** derrière le monument emblématique : "*tous ensemble*", tous derrière la cathédrale à restaurer/reconstruire ! L'Union Sacrée, pour faire oublier sa désastreuse politique culturelle, et **promouvoir le prétendu mécénat, largement responsable de ce qui s'est passé** et qui pourrait se reproduire (au niveau des conséquences dramatiques). Le discours de Macron reporté ou annulé (le peu d'intérêt suscité par son "monologue" et la "prestation" d'Édouard Philippe, face à un tel événement ne pouvait que déboucher sur un fiasco complet) vise à la même chose : se rattraper aux branches derrière un événement émotionnel qui repousse au second plan les préoccupations des travailleurs, des démocrates, de ceux qui croient au ciel comme de ceux qui n'y croient pas !

Car aujourd'hui, à la lumière des flammes de l'incendie, **il faut accuser une politique qui n'arrête pas de se dégrader ; et s'interroger sur la manière dont on contourne la loi de séparation de 1905 pour faire plaisir à l'Église catholique.**

Ainsi, nous apprenons que des travaux de fond devaient commencer et durer entre 10 et 20 ans (on admirera la précision...) et que l'État ne voulait pas investir plus de 120 millions d'euros ! Ce n'est même pas le prix de deux Rafales ou de 6 Mirages ou de 15 chars d'assaut de la dernière génération ! Mais pour la guerre, l'État impérialiste n'est pas au million près ! Et d'ailleurs, n'est-il pas en guerre en Afghanistan, en Irak, au Mali, au Tchad, en Centre Afrique, en Syrie (où il a en plus financé les groupes terroristes) - 1 milliard 450 millions dont 350 payés, au bas mot, par les autres ministères en 2017. N'a-t-il pas détruit la Libye ? L'État impérialiste français ne développe-t-il pas son arsenal nucléaire ? N'est-il pas favorable à une armée "européenne" ? **Donc quand il veut, il a et trouve de l'argent mais pas pour la culture !**

Dans ce domaine, à l'image des Anglo-Saxons, l'État recourt au "mécénat" que nous dirons "financé" par... lui-même !

Car comment ne pas voir que lorsque les buveurs de sang de la classe ouvrière et des peuples opprimés, les Arnault, les Pinault-Valencienne, les Bettencourt (l'argent des profits de la collaboration?), Total, etc., donnent d'une main des sommes gigantesques, alors qu'ils bloquent les salaires et s'attaquent aux retraités, ils récupèrent en réduction d'impôt et par là même appauvrissent le budget rachitique de la culture ?

Et quand la famille Pinault, la main sur le cœur, annonce 100 millions de dons et qu'elle renonce aux déductions d'impôts sur cette somme, ne vous pâmez pas, Camarades, serrez les poings : les 100 millions représenteraient pour un salarié gagnant 14 400 € annuellement (1200 € par mois), son unique "patrimoine", un don de... 48 € !

Aujourd'hui ce sont des restrictions partout : archéologie, restauration des monuments, achat d'œuvres, entretien des musées, arts musicaux, théâtre, etc., et partout la solution, c'est le recours au "mécénat", dans une spirale infernale qui conduit à la catastrophe. Que l'on compare le chiffre de 390 millions d'€ affectés à l'entretien des monuments historiques et le quasi milliard du mécénat récolté en 48 heures pour la seule Notre-Dame de Paris ; alors, saute aux yeux le fait que ce n'est pas une priorité de l'État bourgeois et moins encore du petit marquis de l'Élysée ! Cela ne veut pas dire que l'on se prononce contre l'appel à la solidarité s'il y a lieu : mais en aucun cas celle-ci ne peut se substituer aux obligations qui doivent être celles de l'État (imposées sous l'État Bourgeois, découlant de sa nature dans l'État prolétarien), ni ne doit être l'objet de publicité pour les donateurs sous quelque forme que ce soit, ni de déductions d'impôts. Au musée du Louvre, bientôt chaque salle aura sa publicité pour les groupes monopolistes, tandis que crèvent les musées de province, et que se multiplient les "initiatives" et autres séances privatives dans les locaux muséographiques au détriment de la sécurité du patrimoine.

Comment se fait-il que dans un pays où sévit l'état d'urgence, avec ses dispositions intégrées à la loi commune, et un « plan Vigipirate » inefficace contre les attentats, mais efficace pour son ambiance anxieuse

et pour le contrôle social de la population, il n'ait pas été prévu de service de sécurité 24 heures sur 24 ? C'est en cela que nous parlons de crime contre la culture pour Notre-Dame.

Mais pour Notre-Dame (et tous les bâtiments religieux construits avant 1905), vient s'ajouter une autre donnée : le respect de la loi de 1905.

Pourquoi ? L'État est le propriétaire, l'Église a l'usufruit, elle ne saurait être co-gestionnaire. Que l'Église utilise les locaux est normal, mais qu'elle impose ses normes, non. C'est ainsi que dans des monuments historiques, entretenus (même mal) par l'État – donc par les contribuables... –, l'Église catholique se permet de modifier la disposition des lieux, comme cela s'est produit avec le déplacement des autels, interdisant l'accès (en particulier à Notre-Dame) aux œuvres installées dans les chœurs. Que ce soit le cas pendant les offices est normal, mais le reste du temps, le patrimoine artistique doit être disponible (l'Église loue d'ailleurs les lieux pour des concerts, et pourquoi pas l'État et les Communes ? où va l'argent ?).

De la même manière, quand des travaux ont lieu, ce n'est pas à l'Église de fixer ses conditions. Il s'agit de monuments publics, leur caractère religieux ne saurait être un prétexte pour les... privatiser. Ainsi, l'entrée doit être gratuite hors offices pour tout ce qui appartient à l'État, où l'argent doit revenir exclusivement au ministère de la culture ou aux communes.

Et pour revenir à la tragédie culturelle du 15 avril, des questions particulières se posent : pourquoi l'État n'a-t-il pas imposé la fermeture des lieux jusqu'à la fin des travaux, quitte à mettre un "barnum" sur le parvis à la disposition des fidèles ? Ne serait-ce pas aussi parce que l'Église voulait y maintenir le culte, quitte à "s'asseoir" sur la sécurité (plus le chantier dure plus les risques se multiplient) ?

Les événements du lundi 15 avril révèlent la misère de la politique culturelle et le caractère obscurantiste et mesquin de la bourgeoisie et des hommes politiques à son service.

Macron, n'en ratant jamais une, annonce cartes sur table qu'il s'agit bien en dernier ressort de problèmes d'argent :

- il se fait fort de restaurer le bâtiment à l'identique en 5 ans (en versant plus que la somme de la collecte de fonds ?) ;

- il nous fait son énième numéro de « l'unité des Français » (unité entre ceux qui, avec la bourgeoisie monopoliste, réclament de payer moins d'impôts et de choisir les supports publicitaires supplémentaires qui leur en feront payer encore moins, et ceux qui payent des impôts (et les taxes) et voient leur patrimoine partir en fumée !) ;

- mais surtout, il inscrit le tout dans une campagne publicitaire pour... les Jeux Olympiques! Pas pour le sport, mais pour les profits qui sont escomptés pour la bourgeoisie (Vinci, Bouygues, Arnault, Pinault, Bettencourt, JC Decaux... - toujours les mêmes, plus leurs logos sur le monument -) ; cet évènement, outre qu'il saccage un patrimoine architectural, moins prestigieux certes que Notre-Dame, mais qui n'en a pas moins de la valeur historique – le Paris populaire du XIXème siècle –, engloutit des milliards d'investissements publics pour financer les profits privés à venir !

Il faut en finir avec la culture élitiste du capitalisme.

Il faut entretenir et enrichir le patrimoine culturel pour accroître le potentiel culturel des travailleurs et s'attaquer aux disparités de classe. Le capitalisme est à l'opposé de ces objectifs, car l'inégalité, la domination de classe sont dans ses gènes, comme l'exploitation des travailleurs. Les luttes peuvent lui infliger des reculs.

Exigeons :

- **5% du budget pour la culture, la fin des déductions fiscales sur les activités de mécénat pour les versements supérieurs à 500 €,**
- **l'anonymat pour les donateurs autres que de biens culturels,**
- **le respect intégral de la loi sur la sécularisation des biens du clergé.**

Mais comme l'Hydre de Lerne et ses sept têtes qui repoussaient à chaque fois qu'on en coupait une, la tendance du capitalisme sera toujours de revenir à sa politique de restriction des budgets sociaux, de privatisations de tout ce qui est source de profits, d'élitisme culturel, de confusion entre charité et politique culturelle offensive pour la satisfaction des besoins spirituels de la classe ouvrière, des masses populaires, de la paysannerie laborieuse, de la jeunesse.

Et comme pour l'Hydre de Lerne, la solution c'est de couper le cou commun de toutes les "têtes" du capitalisme en même temps, en renversant la bourgeoisie exploiteuse du travail vivant : parasitaire, obscurantiste, opposée aux progrès, politiquement réactionnaire, dangereuse pour la paix, dangereuse pour l'environnement, malthusienne.

C'est le but de la révolution socialiste, qui donnera le pouvoir (l'État prolétarien) à la classe ouvrière, seule capable de préserver et d'enrichir le patrimoine culturel de l'humanité en construisant le socialisme-communisme !

Paris, le 16 avril 2019

Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins

le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____